

Connecticut College

Digital Commons @ Connecticut College

CISLA Senior Integrative Projects

Toor Cummings Center for International Studies
and the Liberal Arts (CISLA)

Spring 5-15-2024

Le rôle des Médias dans la "Crise Anglophone" au Cameroun

Arrayán Chia Vanegas-Farrara

Connecticut College, avanegas@conncoll.edu

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.conncoll.edu/sip>



Part of the [Africana Studies Commons](#), [African Languages and Societies Commons](#), [Ethnic Studies Commons](#), [French and Francophone Literature Commons](#), and the [Other French and Francophone Language and Literature Commons](#)

Recommended Citation

Vanegas-Farrara, Arrayán Chia, "Le rôle des Médias dans la "Crise Anglophone" au Cameroun" (2024).

CISLA Senior Integrative Projects. 74.

<https://digitalcommons.conncoll.edu/sip/74>

This Senior Integrative Project is brought to you for free and open access by the Toor Cummings Center for International Studies and the Liberal Arts (CISLA) at Digital Commons @ Connecticut College. It has been accepted for inclusion in CISLA Senior Integrative Projects by an authorized administrator of Digital Commons @ Connecticut College. For more information, please contact bpancier@conncoll.edu.

The views expressed in this paper are solely those of the author.

Le rôle des médias dans la "crise anglophone" au Cameroun

Cameroun Arrayán Chia Vanegas-Farrara

Connecticut College 2024

CISLA Senior Integrative Project

Remerciements

I express my sincere gratitude to the entire staff of CISLA for imparting upon me the paradigm of thought and the evolving structure that has shaped my educational journey at Connecticut College. In addition, I wish to extend my heartfelt appreciation to my exceptionally astute, dedicated, and immensely supportive advisor, Professor Sana Abdi. Professor Abdi's guidance throughout the writing process of this work has been invaluable, and her encouragement to continue speaking and using French, while constantly striving to enhance my academic endeavors, has been profoundly motivating. Furthermore, I am indebted to my fellow peers in CISLA whose innovative projects have served as a continuous source of inspiration. I am also deeply thankful to my family and friends for their unwavering support during challenging moments. Gratitude is also extended to all my professors and their respective classes, whose collective wisdom has propelled me to my current academic standing. Special recognition is due to Professor Suzoko Knott, whose exemplary teaching in CISLA IS 401 and German 202 classes has been instrumental in fostering my academic growth. Professor Knott's positivity, authenticity, and dedication to her students have inspired me to strive for excellence. I would also like to acknowledge Professor James Austin and Ramla Bedoui for their encouragement and support before, during, and after my time in Cameroon. Their belief in my abilities and encouragement to pursue international experiences have been instrumental in shaping my academic and personal development.

In conclusion, I am profoundly grateful to each of these individuals for their contributions to my journey. Meeting them has enriched my life, and I consider myself fortunate to have crossed paths with such remarkable mentors and peers. Humbly, I offer my heartfelt thanks.

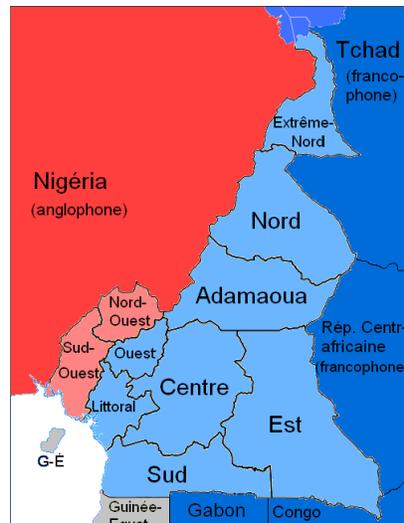
Table de matières

Introduction.....	4
Rôle des médias dans le conflit.....	8
Manipulation médiatique.....	11
Au coeur des témoignages du conflit.....	14
Répression et résistance, le rôle de l'autorité internationale.....	18
Conclusion.....	24
Addendum CISLA.....	26
Bibliographie.....	38

Introduction

Avec une population de 26 millions de personnes et environ 1,5 million de réfugiés représentant à peu près 17 % de la population totale, le Cameroun est confronté à des défis complexes et polyvalents (North-West/South-West Crisis). La diversité ethnique, comprenant plus de 240 groupes, et la grande variété de langues établissent un paysage linguistique et culturel riche et beau mais crée également des tensions sociales et politiques surtout lorsque nous considérons l'histoire politique que nous aborderons plus loin en détail. Les régions du nord-ouest et du sud-ouest, dites 'anglophones'¹, avec des niveaux de pauvreté atteignant respectivement 57 % et 21 % en 2019 selon la Banque mondiale, sont parmi les plus touchées par l'instabilité économique ou, en d'autres termes, sont les régions les plus pauvres du Cameroun (The World Bank in Cameroon). Dans la représentation graphique ci-dessous, la carte du Cameroun est exposée pour montrer les territoires coloniaux réunis afin de former l'État actuel. Les limites tracées sur ce plan illustrent le passé colonial du pays qui a été occupé par différentes puissances européennes. Les endroits qui sont aujourd'hui rassemblés sous le nom de Cameroun ont été autrefois gouvernés par des empires coloniaux tels que la France et l'Allemagne. Une telle fusion de différents lieux impériaux provoqua plusieurs conséquences sur la diversité culturelle et sociale ainsi qu'en matière de gouvernance postcoloniale à relever actuellement au Cameroun.

¹ Nous entendons par "anglophone", les locuteurs dont la langue de communication est l'anglais, mais aussi ceux qui s'expriment dans un créole anglais dénommé pidgin, ainsi que les individus issus de la sphère culturelle britannique par les avatars de la colonisation. Par extension, les régions anglophones sont relatives à ces locuteurs-là.



La ‘crise anglophone’, à laquelle nous nous référerons dorénavant comme “la guerre anglophone” dans cet essai, dans les régions anglophones du Cameroun est un conflit complexe qui est profondément enraciné dans des tensions économiques, politiques, historiques; et lié à des injustices remontant à l’ère coloniale. De 1916 à 1960, après la défaite de l’Allemagne lors de la Première Guerre mondiale, le Cameroun a été divisé de manière inégale entre la France (qui contrôlait les trois quarts du territoire) et le Royaume-Uni (qui en contrôlait un quart dans le cadre d’un mandat), ce qui a donné lieu à 10 districts, dont 8 sont francophones et 2 sont anglophones (North-West/South-West Crisis). Cette division déséquilibrée a créé des expériences sociopolitiques, économiques et éducatives distinctes. Malgré l’indépendance officielle en 1961, dans l’ensemble des territoires camerounais, la France a maintenu un contrôle fort mais insidieux sur les institutions étatiques et par conséquent sur la politique camerounaise. Ce contrôle a été achevé par l’intermédiaire du premier président, Ahmadou Ahidjo, indirectement installé au pouvoir par les Français (Gonidec).

La nouvelle constitution de 1970 a marqué un virage dans l'histoire du Cameroun en le rebaptisant officiellement comme la République du Cameroun. Ce changement constitutionnel reflète de manière indélébile une évolution politique et économique de l'époque, caractérisée par la réorganisation et la consolidation du pouvoir étatique. Enfin, le bref système fédéral établi initialement pour réconcilier les deux entités du Cameroun anglophone et la partie francophone ont été inconstitutionnellement abolis en 1972 par Ahidjo lui-même, dans ce que l'Encyclopedia Britannica décrit comme "l'une des rares tentatives réussies d'unité africaine supra-territoriale" en rattachant la partie méridionale de l'ancien Cameroun britannique au Cameroun francophone plus vaste. D'après les données historiques, l'abolition du fédéralisme a été accueillie avec scepticisme, beaucoup mettant en doute la légitimité du processus.

La crise contient donc sommairement deux pôles: D'une part, les populations anglophones des régions occidentales, héritières de l'ancien territoire sous l'administration britannique qui ont exprimé des griefs depuis l'abolition du système fédéral en 1972 et l'absence de représentation équitable dans les institutions centralisées qu'elles perçoivent comme une marginalisation systématique. D'autre part, le gouvernement camerounais francophone cherche à maintenir son autorité et l'unité nationale et son autorité face aux griefs des anglophones et aux mouvements séparatistes qui en ont résulté.

Les communautés anglophones expriment depuis longtemps leur douleur de perdre leur système fédéral et d'être exclues de la représentation publique, ce qu'elles considèrent comme une négligence délibérée de leurs intérêts. Le gouvernement camerounais, dominé par des acteurs francophones², doit faire face à des soulèvements séparatistes ainsi qu'à des manifestations de

² Par "dominé", nous entendons "influencé économiquement, politiquement, etc".

plus en plus populaires contre lui - tout cela pour s'assurer que l'intégration nationale reste intacte sous son contrôle. Depuis octobre 2016, date à laquelle les manifestations pour obtenir plus de droits ont commencé, les choses ne se sont pas améliorées mais ont plutôt empiré : ces zones se sont militarisées, rendant la guerre inévitable entre les deux camps opposés de cette crise sociopolitique: les anglophones du soi-disant gouvernement ambazonien (luttant pour les régions anglophones) d'un côté et le gouvernement camerounais (les francophones) de l'autre. Les médias³ sont en effet devenus des instruments fondamentaux dans ce conflit, permettant à la population d'exprimer ses griefs. Ils ont également servi de plateforme pour la diffusion de fausses informations et de récits contradictoires. Dans ce cadre sociopolitique, les réactions de la communauté internationale prennent une importance particulière. En réalité, elles peuvent influencer non seulement la façon dont les médias sont employés ou contrôlés. Elles peuvent également influencer les efforts déployés pour contrer la désinformation et promouvoir une résolution pacifique du conflit. Ce travail a donc pour but de remettre en contexte la nécessité et les intérêts de ce conflit complexe. Il identifie et analyse les efforts déployés pour lutter contre la désinformation et promouvoir une résolution pacifique du conflit. Il identifie et analyse les efforts fournis pour contrer les vagues de désinformation. Il met, enfin, en lumière les défis associés à l'intégrité journalistique dans un contexte de conflit et examine l'importance des réponses internationales pour remédier à l'impact des médias dans cette crise. La réalité socio-économique, dont nous avons abordé les paramètres, fournit un contexte important pour comprendre les revendications de justice et d'égalité qui sous-tendent la crise anglophone. La période coloniale, qui a débuté en 1916 et s'est poursuivie jusqu'à la transition vers la période

³ Le terme "média(s)" désigne dans cet essai tous les types de médias, y compris la presse écrite, les médias sociaux, le matériel audiovisuel, les émissions de télévision et toutes les autres plateformes.

postcoloniale dans les années 1960 et 1961, a laissé des héritages complexes qui continuent d'influencer la dynamique actuelle. La réunification des territoires anglophones et francophones pour former un État uni pendant la décolonisation a été source de tensions et de frustrations persistantes, alimentant les revendications séparatistes et les appels à l'indépendance.

Rôle des médias dans le conflit

La crise anglophone au Cameroun n'aurait pas été comprise sans les médias, qui ont joué un rôle crucial. C'est pourquoi ces canaux sont importants pour le partage de tout type d'information sur la guerre. En effet, ces plateformes sont utilisées pour partager des témoignages vidéo d'activistes et des images montrant des manifestations ainsi que les violations des droits de l'homme qui sont associées à leurs répressions, dans le but de sensibiliser la communauté internationale aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Les représentants du gouvernement et ceux qui s'y opposent peuvent également utiliser les médias pour exprimer leur point de vue sur les événements actuels et relayer des messages en faveur de l'unité nationale. Les acteurs sociaux présents sur les réseaux sociaux partagent souvent des articles ou des rapports afin d'informer leur public sur l'évolution de la crise et l'aider à comprendre ce qui l'a provoquée. Les réactions peuvent être très différentes : il peut s'agir de soutien et de solidarité ou d'un débat animé accompagné de critiques acerbes sur le caractère bon ou mauvais de cette gestion. Mais avant tout, beaucoup ont été surpris par des faits inconnus avant que plusieurs mouvements séparatistes ne se soient engagés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest – c'est un

élément clé pour essayer de donner un sens à tout cela. Et si personne ne s'en préoccupe maintenant, les choses peuvent rapidement mal tourner. Il faut donc tout faire pour apaiser les tensions et ramener la paix.

Puisque c'est leur objectif, la loi adoptée en décembre 2014 au Cameroun contre le terrorisme joue un rôle majeur dans la lutte contre la désinformation et la responsabilisation de ses auteurs. Dans ce contexte de crise comme celle des régions anglophones, cette législation montre que le gouvernement prend très au sérieux les atteintes à l'ordre public par la diffusion de fausses nouvelles. Les fautifs encourrent une amende salée ou une longue peine d'emprisonnement pour faire respecter l'autorité publique et combattre les mensonges. En plus, la peine d'emprisonnement est de 20 ans comme maximum tandis que l'amende varie de 5 millions à 10 millions de francs CFA (Salphati). D'un côté, cette législation peut être perçue comme une restriction de la liberté d'expression et un signe de dérive autoritaire du gouvernement. Mais encore, les peines imposées sont très strictes pour la propagation des fausses informations pourraient être jugées comme une tentative de museler les voix dissidentes et renforcer le contrôle du pouvoir politique limitant ainsi la capacité des citoyens à critiquer les actions du gouvernement et nourrissant des tendances autocratiques en son sein. Mise en place à titre préventif en vue de garantir la sécurité et la stabilité dans le pays, cette approche peut aussi être considérée comme proactive. Toutefois, on pourrait également interpréter ces dispositions comme une limitation de l'expression libre et un symptôme d'une dérive vers l'autoritarisme. En revanche, elle souligne l'intention sérieuse que le gouvernement a prise pour maintenir l'ordre public tout en combattant contre ce qu'on appelle désinformation plus particulièrement dans les périodes de crise qui exacerbe les tensions et menace la paix sociale. La loi qui a été adoptée au

Cameroun contre le terrorisme en décembre 2014 avec ses sévères sanctions pour diffusion des informations trompeuses est susceptible d'avoir deux sens différents.

Plus précisément, la loi sur le terrorisme de décembre 2014 habilite le gouvernement camerounais à prendre des mesures décisives contre ceux qui utilisent les médias pour propager des faussetés et inciter à l'agitation. La loi définit le terrorisme au sens large et comprend des dispositions visant à freiner les activités qui menacent la sécurité nationale ou l'ordre public. Selon l'article 3 de la loi, « quiconque utilise les médias de communication électronique, les médias ou tout autre moyen pour se livrer à des actes de terrorisme ou inciter à des actes de terrorisme sera puni conformément à la présente loi » (North-West/South-West Crisis). Cette disposition souligne l'intention du gouvernement de tenir les individus responsables de leurs actions en ligne, en particulier lorsqu'elles constituent une menace pour la stabilité et la sécurité du pays.

Dans ce contexte critique, il est impératif d'agir immédiatement face aux problèmes auxquels font face les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Selon Amnesty International, « Les défis sont énormes et une situation avec une dizaine des mouvements séparatistes dans ces régions risquerait de devenir ingérable si des mesures sérieuses n'étaient pas prises pour apaiser les tensions et rétablir la confiance » (Cameroon: Rampant atrocities...). La prolifération des mouvements séparatistes accentue le risque de violence croissante et d'instabilité interne mettant en péril la sécurité nationale. Si on ne parvient pas à maîtriser les attentes contradictoires entre les parties prenantes concernées alors un nouveau cycle infernal se profile à l'horizon.

Manipulation médiatique

Selon le rapport intitulé “Cameroon: Rampant Atrocities...” d’Amnesty International qui a effectué deux visites au Cameroun entre novembre 2022 et mars 2023, la manipulation médiatique a été identifiée comme étant un facteur majeur qui attise les conflits notamment dans les régions anglophones. Cette organisation a rencontré plus d’une centaine de personnes victimes des violations, y compris les représentants des ONGs, les journalistes et les membres de la commission camerounaise des droits de l’homme. Malheureusement aucune réunion n’a pu être tenue avec les ministres du gouvernement. Cette absence d’implication de la part des hauts dirigeants illustre bien une tendance inquiétante consistant à éviter ou refuser d’aborder les atrocités qui se passent dans ces régions.

Cette manipulation est caractérisée par la diffusion massive de fausses informations et de campagnes mensongères sur les plateformes numériques. Ce qui a pour effet d’exacerber les antagonismes entre différentes factions anglophones ainsi que d’approfondir davantage les divisions sociales déjà existantes. L’un des ingrédients clés alimentant cette discorde est le fait que les groupes séparatistes contrôlent le discours médiatique à travers leurs provocations audiovisuelles et leurs campagnes médiatiques stratégiques. Ces tactiques ont souvent entraîné

des conflits en ligne virulents qui perpétuent une spirale infernale de violence numérique dans ce pays.

En outre, le manque de responsabilité et de transparence du gouvernement met en lumière l'importance du journalisme indépendant et citoyen pour révéler la vérité sur ce conflit. Face à la censure étatique généralisée et la propagande officielle, il est nécessaire que tous utilisent différents médias afin d'informer le monde à propos de ces violations perpétrées contre les populations des régions anglophones. En publiant des témoignages en direct, des vidéos ou des photos prises sur le terrain par les activistes locaux et internationaux, on contribue à éclairer davantage la situation tout en luttant contre toutes les tentatives de manipulation du récit médiatique par ces groupes.

La manipulation par les médias, ajoutée au silence et à l'inaction du gouvernement, exacerbe les tensions et perpétue les violations des droits de l'homme au Cameroun. Les dirigeants gouvernementaux ont manqué à leur devoir en ne collaborant pas avec des organisations internationales pour mettre fin aux atrocités perpétrées dans les régions anglophones, ce qui compromet la responsabilisation, la justice et la paix. Par conséquent, il est nécessaire que la communauté internationale maintienne la pression sur le gouvernement du Cameroun pour qu'il respecte ses engagements relatifs aux droits de l'homme et prenne des mesures pratiques visant à résoudre les causes profondes du conflit. Au Cameroun une telle paix ne peut être réalisée que si on s'efforce d'établir des relations ouvertes entre tous les partis impliqués dans le pays en insistant sur la transparence ainsi que sur la responsabilité.

En outre, ce rapport explore également la collaboration militaire entre le Cameroun et certains alliés clés tels que la France et le Royaume-Uni, en se basant sur différents types d'armes utilisées dans certaines vidéos propagandistes sécessionnistes sur internet. Elle met aussi en évidence le rôle joué par les médias dans la dénonciation des atrocités commises par ces deux pays selon la conclusion organisationnelle d'Amnesty International où il a été révélé que plusieurs variétés d'armements étaient présentes grâce notamment aux différentes plateformes numériques gérés par les séparatistes diffusant ces bandes armées via . En d'autres termes, il semble y avoir eu une complicité éventuelle entre l'armée camerounaise et des acteurs internationaux impliqués dans la fourniture ou le déplacement de ces armes ce qui rend encore plus complexe la situation conflictuelle à l'intérieur du pays.

Ces déclarations ne font pas que rassembler les violations des droits humains. Elles mettent en évidence la nécessité urgente de transparence, de responsabilité et du respect des droits de l'homme dans la réponse donnée par le Cameroun à la crise anglophone. Éliminer les voix dissidentes et restreindre la liberté d'expression ne sert qu'à aggraver les tensions et approfondir les divisions au sein de la société. Comme constaté par Amnesty International, non seulement la manipulation des médias amplifie-t-elle les conflits existants, mais elle soulève également d'autres questions plus profondes concernant la protection des droits fondamentaux à l'ère numérique.

Enfin, le débat sur la façon dont la manipulation des médias aggrave les conflits et étouffe la dissidence exige que tous les pôles du conflit prennent leur responsabilité au sérieux.. Il est de

notoriété publique que la montée des tensions est une conséquence de la manipulation des médias. Les organisations comme Amnesty International font une bonne chose s'ils donnent plus de volume aux voix qui souffrent de violations des droits de l'homme et mettent en lumière le rôle des acteurs étatiques dans la perpétuation de la violence ; cela contribue à favoriser la justice ainsi que la responsabilité. La diffusion en ligne de fausses nouvelles et de campagnes de désinformation a attisé les tensions entre les différents groupes anglophones, divisant encore davantage la société selon des lignes de fracture déjà existantes. C'est pourquoi il est important que la communauté internationale reste attentive à ce qui se passe au Cameroun et continue à faire pression sur le gouvernement jusqu'à ce qu'il commence à respecter les lois sur les droits de l'homme et à garantir que la justice soit rendue à tout moment.

Au coeur des témoignages du conflit

Au-delà des discours politiques et des échanges en ligne, la crise anglophone a été marquée par de vraies tragédies humaines qui ont mis en exergue les effets dévastateurs du conflit sur les personnes et les communautés. Fimba était un enseignant anglophone contraint de quitter sa maison et sa famille à cause de l'insécurité croissante dans leur région. Cette situation pose des questions cruciales sur les droits de l'homme ainsi que l'accès à l'éducation dans les zones en conflit. Elle met aussi en avant un scénario terrifiant : La transformation brutale d'une personne du rôle de victime à celui de guerrier, voire même celui de chef de guerre, comme le montre la transformation de Fimba après avoir vécu un traumatisme personnel (Irwin).

En 2018, lorsque la maison de son enfance a été attaquée violemment au plus fort du conflit, il s'est tourné vers les médias pour se venger. Bien qu'il soit citoyen britannique vivant à Londres, ce dernier est farouchement opposé au mouvement séparatiste anglophone et a créé le mouvement MKPD pour combattre les militants camerounais. Ce témoignage poignant illustre bien comment cette crise affecte la vie quotidienne des personnes touchées, mais aussi montre clairement le schéma récurrent de violence dans ces régions-là organisée par les médias à travers la désinformation.

À travers leurs histoires humaines, elle montre comment les conflits peuvent être résolus pacifiquement et comment l'aide internationale peut être apportée aux victimes ; elle le fait en exposant les souffrances individuelles et les luttes collectives. Mais le cas de Fimba jette également une lumière inquiétante sur une autre dimension de la crise : l'implication des étrangers dans la perpétuation du conflit. En tant que citoyen britannique, à quelques milliers de kilomètres du lieu des faits, Fimba a utilisé sa position et ses moyens pour influencer les combattants, ce qui soulève des questions épineuses sur la responsabilité des expatriés dans les guerres civiles qui déchirent leur pays d'origine.

En utilisant stratégiquement les plateformes médiatiques pour manipuler, menacer et cibler ses ennemis, le parcours de Fimba met en lumière le pouvoir illimité exercé par les individus opérant en ligne. Cette démonstration de la capacité des médias à exacerber les tensions et à prolonger les conflits soulève des questions critiques concernant la réglementation et la responsabilité des espaces numériques.

L'impact réel et concret ne s'arrête pas là. Par exemple, le 13 juin 2019, une bénévole de Hope for Vulnerable Children Association and Orphans à Bamenda a été assassinée par les forces ambazoniennes parce qu'elle revenait de Yaoundé, qui est considéré un territoire "ennemi" (Maikem). Cet exemple montre que la tension entre les régions anglophones et les régions francophones est à son comble. De plus, ce débordement de crise est visible à travers des commentaires sur Facebook comme celui du citoyen Chris Annu qui suggère que tous les francophones quittent l'ouest (Nganji). Dans un autre exemple plutôt choquant, un anglophone, Njume Franklin, a téléchargé une vidéo le 14 septembre 2020 montrant des combattants séparatistes tuant un suspect qui était supposé être un « espion » de Yaoundé (Nganji). Dans cette vidéo, Franklin écrit dans la description "graffi" et "cam no go", des insultes à l'égard des Occidentaux. Ce sont des exemples forts qui montrent non seulement la haine envers les francophones mais aussi envers les groupes ethniques de la même région, révélant ainsi une complexité encore plus profonde des dynamiques sociopolitiques et médiatiques. La méfiance que nous voyons à travers de tels médias comme Facebook envers le gouvernement français ne sont pas d'ordre dichotomique mais expose une bataille subtile où les anglophones eux-mêmes et les séparatistes se battent les uns contre les autres pour tenter de contrôler la narration ainsi que le territoire. Par conséquent, lorsque nous examinons les crises, nous ne sommes pas confrontés à une seule question importante : qui est réellement affecté par cette guerre ? Cette interrogation touche l'utilisation et le rôle des médias dans le contexte camerounais de la crise anglophone. Il ne s'agit pas seulement de contrôler les médias, mais aussi d'affirmer le groupe identitaire dont on parle et son positionnement relationnel. Ces exemples nous permettent donc de comprendre comment les réseaux sont utilisés pour accentuer les divisions ethniques, inciter à la violence et se disputer le contrôle du récit.

Récemment, en 2019, 50 militants des droits de l'homme, universitaires et écrivains ont écrit une lettre au président français Emmanuel Macron pour lui demander de s'investir davantage dans la résolution de la crise dans les régions anglophones du Cameroun, marquée selon eux par une "violence déshumanisante" (Mules). Cependant, un article du même journal souligne que les liens militaires et commerciaux étroits de la France avec le Cameroun rendent peu probable une intervention significative.

Néanmoins, lors des pourparlers de paix au Sommet de Paris sur la paix en 2019, le président Biya a exprimé sa volonté de dialoguer avec les anglophones et a proposé de reconnaître leur territoire avec un "statut spécial" qui respecte l'intégrité territoriale nationale (Mules). Mais les actions ultérieures ne semblent pas avoir été à la hauteur de cet engagement. Dans un autre discours national, il a évité de parler des problèmes spécifiques à l'ouest du Cameroun (Cameroon Celebrates the Nation's...).

Cette dérobade souligne l'importance des médias en tant qu'outil clé pour favoriser le dialogue et diffuser les tensions dans un pays où les divisions socio-ethniques sont dangereusement élevées (Cameroon Celebrates the Nation's...). Il doit y avoir des conversations sérieuses sur la paix dans cette voie, même si la violence et le dialogue ont été les deux principales caractéristiques du conflit au Cameroun, comme l'a reconnu le président Biya lui-même en 2013 (Cameroon Celebrates the Nation's...).

Répression et résistance, le rôle de l'autorité internationale

Les mesures prises par le gouvernement camerounais, telles que la surveillance et la fermeture d'Internet, mettent en lumière le rôle complexe que joue l'infrastructure numérique dans la gestion des conflits. D'une part, ces actions visent à supprimer la dissidence et à restreindre la libre circulation de l'information, ce qui soulève des inquiétudes quant à la violation des droits de l'homme et de la liberté d'expression. D'autre part, les espaces numériques continuent de servir de plateformes essentielles pour la mobilisation, entre autres, où les personnes touchées peuvent résister. Malgré les efforts des autorités pour les en empêcher, les militants séparatistes parviennent toujours à contourner la censure et à maintenir une présence en ligne en utilisant Whatsapp, les VPN, etc.

De quelles façons pourraient les gouvernements français et britannique, ainsi que la communauté internationale favoriser la liberté d'expression et les droits numériques dans des zones de guerre telles que les régions anglophones du Cameroun ? Quelles sont les approches efficaces contre la censure sur internet et pour la sécurité des activistes et des défenseurs des droits de l'homme?

La France a également un certain nombre de liens pétroliers au Cameroun, dont Perenco, une des compagnies les plus lucratives. En fait, elle est le deuxième pays exportateur et importateur du Cameroun. Elle reçoit des matières premières qu'elle utilise ensuite pour fabriquer des produits chers et finis qui retournent au Cameroun, ce qui doublerait théoriquement son bénéfice. De plus, la monnaie camerounaise demeure le franc CFA d'Afrique centrale qui est arrimé à l'euro. Près de la moitié des recettes étrangères en devises détenues par le Trésor français

proviennent directement des membres du CFA (Bouamama), ce qui donne à Paris une prise économique substantielle sur ces pays.

Ce chevauchement d'intérêts économiques et d'attachements historiques rendent problématique la position de la France dans le règlement de la crise anglophone au Cameroun. Il soulève également des questions quant aux motifs et priorités du gouvernement français, ainsi que sur sa capacité à pacifier le conflit tout en préservant ses propres intérêts stratégiques.

De plus, il y a peu de temps que la France a désigné comme "inacceptable" le traitement réservé aux anglophones au Cameroun, cependant elle ne peut pas contrôler tout cela (Kingzecka). En raison des fortes relations économiques qu'elle entretient avec le Cameroun notamment dans le domaine pétrolier, elle est dans une situation difficile où elle doit concilier entre la promotion des droits humains et la sauvegarde de ses intérêts économiques. Les déclarations françaises peuvent bien éveiller les consciences et encourager le dialogue mais elles n'ont peut-être aucun effet sur place. C'est pourquoi on ne sait pas quelle est la capacité de la France à contribuer à la résolution de la crise anglophone au-delà de l'expression des préoccupations.

Si d'autres pays condamnent parfois le gouvernement Biya, leur condamnation est souvent problématique et sert à discréditer davantage les Ambazoniens. Souvent, d'autres pays condamnent le gouvernement en des termes moralement équivalents. L'exemple de Lord Boateng, de la Chambre des Lords britannique, qui a déploré "les griefs de longue date et les violations actuelles des droits de l'homme de part et d'autre" (Willis), en est une illustration. Lorsque la violence de l'État est abordée en tant que telle plutôt que de la placer dans une

équivalence morale, les crimes commis par les Ambazoniens risquent d'être mis sur un pied d'égalité avec ceux de l'État. En outre, le fait que les acteurs internationaux ne condamnent pas le problème du déséquilibre flagrant entre les forces du gouvernement central et les combattants séparatistes amplifie directement l'invisibilité du conflit, qui confère son pouvoir au gouvernement central. Cela signifie que non seulement un gouvernement peut jouir de l'impunité en raison de l'absence de reconnaissance ou de condamnation internationale, mais aussi de l'évaluation inégale par la communauté internationale du pouvoir de l'État vis-à-vis des forces ambazoniennes.

Si nous examinons le cas de Paul Atanga Nji, ministre chargé des fonctions spéciales à la présidence, nous pouvons voir comment l'Etat contrôle le récit. Plusieurs fois, il a rejeté l'existence d'une crise : «Je peux dire tout de suite qu'il n'y a pas de crise anglophone au Cameroun et ceux qui en parlent, je peux dire que ce sont des imposteurs qui sont à la recherche de notoriété »(Amin). De même qu'il est propice pour l'Etat d'influencer le récit local et international, il peut être économiquement opportun pour les acteurs internationaux de ne pas aborder ou condamner le conflit car cela pourrait révéler leurs relations économiques négatives avec le gouvernement.

En outre, les médias camerounais ne montrent pas cette réalité d'injustice. Les sites web des journaux les plus populaires au Cameroun, La Nouvelle Expression, Le Messenger et L'Expression de Mamy-Wata sont actuellement désactivés (Blocking of Internet Access in Cameroon...); ils ont été rendus inaccessibles par le gouvernement camerounais. Selon Le Journal du Cameroun, La Voix du Paysan et Cameroon Tribune, le conflit est un problème

illégitime créé par des « extrémistes » afin de déstabiliser le pays. Certains journaux représentent donc le conflit non pas comme une lutte légitime pour la souveraineté des anglophones camerounais mais comme un élément perturbateur et puéril.

Pour trouver une solution réaliste, la communauté internationale doit reconnaître et condamner fermement les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement, qui peuvent être considérées comme des crimes de guerre. Tant que des acteurs mondiaux puissants comme la France n'enquêteront pas eux-mêmes sur ces crimes, simplement parce qu'ils ne le peuvent pas, le régime continuera à défendre ce génocide dans le cadre d'une campagne antiterroriste. La reconnaissance du mouvement et de la douleur des anglophones servirait de point de départ à la réconciliation.

Un autre élément nécessaire sera un dialogue sans restriction entre l'État et les Ambazoniens, arbitré par un État et des leaders activistes populaires, qui peut conduire au fédéralisme ou à une autre forme d'autonomie. Au cours des dernières années, le gouvernement a autorisé ses agents à battre des leaders séparatistes et abattre des manifestants dans la rue, tout en mettant fin à la liberté d'expression ; par conséquent, tous les anglophones devraient être autorisés à s'exprimer dans tous les domaines, comme le prévoit la constitution.

Le conflit dans des régions comme l'Ambazonie est profondément ancré dans les dynamiques sociales, les préjugés identitaires attisant les hostilités et la violence. Des événements tels que l'appel de Chris Anu pour que les francophones quittent l'Ambazonie et les messages de discorde de Njume Franklin sur les réseaux ne font qu'aggraver les tensions qui se sont accumulées au fil

du temps parmi les habitants de la région. Ils perpétuent également un cycle de méfiance et d'inimitié. Kamwa Wambo, un citoyen de l'Ouest qui a déclenché un débat sur Facebook en septembre 2020 au sujet des relations interethniques à Bamenda, met en évidence la méfiance profondément ancrée entre les anglophones et les francophones, qui est encore alimentée par les menaces alarmantes proférées par Moja Moja, un chef du Sud-Ouest, à l'encontre des habitants du Nord à la suite de sa récente déclaration. Les remarques incendiaires d'Ekuka Gilbert Mosongo, diffusées par les médias, continuent de jeter de l'huile sur le feu, augmentant ainsi la haine entre les différentes communautés et leur donnant une perception négative l'une de l'autre. Au fur et à mesure que le conflit s'intensifie, la sécurité des deux régions est de plus en plus menacée, d'où le besoin urgent de dialogue et de réconciliation pour combler le fossé qui se creuse entre les anglophones et les francophones. Il convient de noter que les médias ne sont pas seulement utilisés par le gouvernement contre les groupes séparatistes ou les anglophones, mais qu'ils servent également d'outil de division, même au sein des régions occidentales, provoquant des ressentiments et exacerbant ainsi les tensions existantes. En septembre 2020, Kamwa Wambo a soulevé un débat sur Facebook sur la question de savoir si une femme de Bamenda accepterait de l'épouser en sachant qu'il est francophone. Certaines femmes ont dit qu'elles ne le feraient pas parce que les francophones sont responsables du conflit en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, illustrant ainsi l'impact des divisions sociales sur les relations interethniques. Ce n'est qu'en s'attaquant aux divisions sociales sous-jacentes et en encourageant un sentiment d'unité nationale qu'une paix durable pourra être atteinte au Cameroun.

La volonté du gouvernement camerounais de contrôler les médias est clairement visible dans sa proposition de loi visant à réglementer les plateformes de communication en ligne. Selon un Tweet de Dibussi Tande, un politologue camerounais, ils envisagent un projet de loi pour contrôler les médias ce qui montre qu'ils essaient de prendre le contrôle des espaces numériques. Cette initiative fait partie d'une plus politique de censure et surveillance plus large mise en relief dans l'article d'Internet Sans Frontières (Cameroon's Reflection...), où la coupure d'internet, le filtrage du contenu, ainsi que la surveillance dans le but d'étouffer toute dissidence et maîtriser l'information.était reproché au gouvernement.

En effet, le 23 décembre 2014, la loi sur la répression des actes terroristes a été promulguée. Par contre, selon le rapport de la loi, ses dispositions vont au-delà des efforts déployés pour lutter contre le terrorisme et elles sont très influentes sur les procédures judiciaires (Salphati). L' article 1, par exemple, stipule que seuls les tribunaux militaires auront la compétence exclusive d'examiner les infractions relevant de sa juridiction et circonvenir toute voie civile de recours. De ce fait, un espace de manœuvre assez large est accordé aux militaires en matière d'interprétation et d'application de la loi, ce qui risque de compromettre leur impartialité.

L'article 11 introduit aussi des dispositions relatives à la détention préventive avec une période initiale de quinze jours pouvant être prolongée sur autorisation du commissaire du gouvernement. Ces pouvoirs discrétionnaires soulèvent donc des inquiétudes quant à d'éventuels abus de procédures et privations prolongées de liberté sans garanties adéquates. Par ailleurs, l'utilisation du tribunal militaire dans ces affaires ne fait qu'exacerber les soucis concernant la transparence et la responsabilité dans le système judiciaire.

Dans cette optique également, une grande variété d'activités, y compris « faire l'apologie du terrorisme publiquement », sont considérées dans l'article 8 comme excessives en vertu de cette loi. Même lorsque cette apologie est exprimé par médias ou d'autres moyens destinés au public, elle est sanctionnée par des peines de prison allant de quinze à vingt ans et des amendes élevées. Non seulement cette clause étouffe la liberté d'expression, mais elle empêche également un débat public sur des questions sensibles en décourageant le dialogue constructif et en encourageant une culture de peur et de silence. Par conséquent, même si elles semblent cibler le terrorisme ces mesures sapent les droits et libertés fondamentaux en renforçant le contrôle gouvernemental sur la parole publique et la dissidence. Enfin, la loi ne menace pas simplement les droits individuels mais entrave aussi les efforts qui visent à promouvoir un environnement ouvert et inclusif en ligne tout en perpétuant un climat de crainte et de censure.

Conclusion

Avec la crise anglophone comme toile de fond, où les médias ont amplifié les griefs et mobilisé un soutien pour le mouvement séparatiste dans ses efforts d'appriivoiser les plateformes de communication en ligne du monde entier, les essais du gouvernement prennent une importance accrue. Ceci met directement à rude épreuve la possibilité pour des militants et des citoyens de s'exprimer librement, partager des informations ou organiser des actions collectives. Par conséquent, un tel projet de loi mis en avant par le gouvernement montre l'urgence de lutter contre la censure et faire respecter les droits numériques au Cameroun en particulier compte tenu du conflit en cours dans les régions anglophones.

La théorie de l' « agenda setting », selon McCombs et Shaw (Shaw, p. 176), soutient que “dans le choix et la présentation des nouvelles, les éditeurs, les journalistes et les diffuseurs jouent un rôle clé dans la construction de la réalité politique. Les lecteurs apprennent non seulement à propos d'un problème donné, mais aussi combien d'importance accorder à ce problème en fonction de la quantité d'informations dans un reportage et de sa position.” Ils mettent l'« agenda » en place en identifiant les questions importantes et en privilégiant certaines par rapport à d'autres. Cohen précise que la presse ne serait peut-être pas fréquemment efficace pour dire aux gens quoi penser; cependant elle est incroyablement bonne pour leur dire ce qu'ils doivent penser (Shaw, p.3). Selon lui "le monde apparaîtra différent pour différentes personnes selon la carte qui leur est dessinée par les écrivains, éditeurs et journalistes du journal qu'ils lisent." En termes de contrôle des médias sur l'information, la théorie du cadrage affirme que les individus utilisent leurs attentes sur le monde social afin de donner un sens à celui-ci. Les études de cadrage portent sur le contenu médiatique ainsi que sur sa réception par le public bien que cette théorie soit considérée comme étant un second « agenda setting » selon Baran. Par conséquent, on sait que la façon dont une idée/un problème/une personnalité est présenté(e) ou cadré(e) dans les médias influence notre manière de réfléchir à cette question ou à cette personne (Gorvett). Ces trois théories sont liées par le fait que les parties prenantes de la crise anglophone au Cameroun ont généralement leurs propres programmes qu'elles transmettent au public de manière structurée (par autorisation, interdiction et même fabrication de certains contenus) dans un processus appelé contrôle des informations en vue de satisfaire leurs visées.

En envisageant l'avenir, il est crucial de se demander quelles leçons peuvent être tirées de la crise anglophone au Cameroun et comment ces enseignements peuvent être appliqués à d'autres

contextes similaires dans le monde. Cette étude soulève des questions fondamentales sur le rôle des médias dans la propagation et la résolution des conflits, ainsi que sur les défis liés à la protection des droits numériques et de la liberté d'expression.

De plus, elle met en lumière l'importance de l'action internationale et de la solidarité mondiale dans la promotion de la paix et de la justice. En se penchant sur l'avenir, il est crucial de se demander comment les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et la société civile peuvent travailler ensemble pour prévenir les conflits, protéger les droits de l'homme et favoriser la stabilité régionale.

En fin de compte, la crise anglophone au Cameroun représente bien plus qu'un conflit localisé ; elle souligne les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés en matière de gouvernance, de droits de l'homme et de justice sociale. En abordant ces questions de manière proactive et collaborative, nous pouvons espérer forger un avenir où la paix et la dignité humaine prévalent.

Addendum CISLA

"Au-delà des frontières : Naviguer dans la dynamique du pouvoir, embrasser les réalités inconfortables et cultiver l'humanité dans le voyage de l'exploration interculturelle".

Le CISLA, le Toor Cummings Center for International Studies and the Liberal Arts, a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de mon parcours universitaire au Connecticut College. Dédié à la formation de leaders sensibles à la culture et engagés socialement avec des perspectives mondiales, le CISLA est devenu une porte d'entrée énigmatique vers un monde de possibilités. Au départ, ma rencontre avec le programme a été marquée par l'excitation et la confusion, comme si je m'aventurais en terrain inconnu.

Au sein du CISLA, mon exploration académique a emprunté des voies diverses, allant des relations internationales au gouvernement, en passant par l'anthropologie et les études latino et latino-américaines. Au milieu de cette exploration, une passion profonde pour les langues, en particulier le français, s'est révélée être ma véritable vocation. En réfléchissant à ce parcours, je me demande ce qui aurait pu se passer si j'avais plongé encore plus profondément dans la tapisserie linguistique qui me captivait.

Au fur et à mesure que j'avancais dans le CISLA, celui-ci est devenu un compagnon indéfectible de mon évolution académique. De l'exubérance de l'enthousiasme de la première année à l'introspection de la deuxième année, en passant par l'esprit d'aventure de l'exploration de la deuxième année et l'introspection plus profonde de la troisième année, le CISLA a grandi avec moi. Elle a été le témoin de ma transformation d'un étudiant de première année confus mais énergique en un senior plus réfléchi et plus prudent.

Mon ambition initiale pour CISLA m'a amené à envisager de m'immerger dans la richesse culturelle du Maroc et de l'Afrique du Nord, en explorant plus particulièrement la vie du peuple

berbère. Des plans détaillés m'ont permis d'étudier l'impact du tourisme, de la religion et de la politique sur leur vie quotidienne. Cependant, la réalisation de cette vision a pris une tournure inattendue lorsque j'ai découvert les limites des programmes d'études à l'étranger disponibles au Maroc. Sans me décourager, j'ai opté pour le Middlebury College au Cameroun.

Étudier au Cameroun m'a permis de réaliser une chose inattendue : être perçue comme "blanc" dans un pays non occidental a remis en question ma recherche initiale de confort. Pourtant, naviguer dans cet inconfort est devenu un voyage à la découverte de soi. Des mécanismes d'adaptation ludiques, comme le fait de plaisanter sur le fait que Joe Biden et Donald Trump sont mes "oncles", ont illustré la façon dont l'humour peut combler les différences culturelles et atténuer les complexités de l'identité raciale.

L'impact transformateur du CISLA a atteint son apogée lors de mon séjour d'études au Cameroun, en Afrique, où le terrain inconnu a servi de toile à une profonde découverte de soi. Ce voyage s'est déroulé comme une série de leçons, non seulement sur la façon de naviguer dans la vie en tant qu'étranger, mais aussi sur la dynamique complexe des relations humaines.

L'influence de CISLA a résonné à chaque étape, offrant un soutien dans les moments de solitude, de joie et de réalisation de soi.

Le passage de l'anticipation à la réalité au Cameroun m'a plongé dans un kaléidoscope d'expériences culturelles. En m'aventurant dans les rues animées de Yaoundé, je me suis retrouvée au cœur du quartier musulman, au rythme de la vie quotidienne. La taille réduite du

programme, avec seulement trois professeurs et une poignée de camarades, a favorisé un environnement d'apprentissage intime qui a défié les normes conventionnelles.

Alors que je traversais ce terrain inconnu, un changement distinct dans mon identité s'est transformé en une leçon profonde. Dans les rues, ma transformation d'un Latino au teint brun clair en un "Le Blanc", comme on l'appelle universellement, a marqué un tournant important. Les échos des salutations joyeuses et, à l'occasion, des appels plus inquiétants ont marqué un voyage à la découverte de soi, au cours duquel j'ai été confronté aux complexités inattendues de l'identité et de la perception.

Mon séjour au Cameroun, notamment dans le cadre de mon stage, s'est révélé être un creuset pour cultiver la tolérance culturelle et la compétence interculturelle. Les contrastes frappants dans les attentes, allant de la disponibilité du Wi-Fi aux outils éducatifs, ont obligé à réévaluer les notions préconçues. Cependant, la gentillesse et la curiosité du peuple camerounais ont transcendé mes attentes, suscitant une profonde réflexion sur mon rôle et mon identité dans cette expérience immersive.

En réfléchissant aux leçons culturelles, académiques et personnelles apprises, l'expérience CISLA a renforcé ma compétence interculturelle et ma compréhension de la position. Les perspectives sur la race et l'ethnicité ont profondément changé, remettant en cause les idées préconçues et soulignant l'impact du contexte culturel sur l'identité. Le Cameroun est

devenu une classe de contrastes culturels et de nuances sociétales, remettant en cause mes idées préconçues. Le concept de temps, une simple formalité dans le monde occidental, a révélé sa signification culturelle alors que j'attendais mes professeurs, souvent pendant de longues périodes. Cette juxtaposition de perspectives temporelles a mis en évidence les diverses façons dont les cultures conçoivent et apprécient le temps, m'obligeant à me confronter et à m'adapter à la cadence rythmique de la vie camerounaise. Dans le domaine de la vie domestique, ma famille d'accueil s'est révélée être un microcosme de la dynamique sociétale. L'observation de la répartition des responsabilités, où ma sœur d'accueil a assumé le fardeau des tâches ménagères en raison de ses capacités perçues, a suscité un mélange d'émotions. Il s'agissait d'un portrait culturel à la fois intrigant et inconfortable, qui m'a incitée à remettre en question les idées reçues tout en respectant les coutumes locales.

Les relations nouées pendant le CISLA ont ouvert la voie à des liens permanents, favorisant des interactions enrichissantes avec des personnes à Yaoundé, comme mon professeur Basile, qui m'a appris à utiliser l'humour pour surmonter nos différences, et avec Makaya, un travailleur de Mokolo avec lequel je suis toujours en contact aujourd'hui. Ces liens, maintenus à travers les continents, m'ont permis de continuer à comprendre les différentes perspectives et ont approfondi mes expériences post-CISLA. CISLA m'a permis d'acquérir des compétences interculturelles, en mettant en lumière la fluidité des hiérarchies raciales dans différentes cultures. Le changement de mon point de vue sur la race et l'ethnicité a été profond, révélant l'interaction complexe des constructions sociétales. Les liens tissés, notamment avec les professeurs Basile, Ngabeu et Fofack, restent vivaces après le CISLA, ajoutant des couches à ma compréhension des subtilités culturelles et suscitant le désir de revenir. L'évolution de mon

projet a reflété les péripéties de mon immersion au Cameroun. D'abord envisagé au Maroc, il s'est transformé en une exploration visuelle et orale du peuple camerounais. Confronté de manière inattendue à la crise anglophone du Cameroun, mon projet m'a conduit à des rencontres nuancées avec des individus des deux camps, ce qui a constitué un défi pour mon développement académique et personnel.

Alors que j'approche de la fin de mon parcours universitaire, l'influence du CISLA résonne dans mes études rigoureuses et mes amitiés intentionnelles. L'expérience alimente mon engagement continu pour les langues, qui s'étend actuellement à l'allemand, avec des plans pour une exploration linguistique plus poussée. L'évolution de mon projet, initialement ancré dans l'étude d'un pays, s'est étendue pour englober les complexités de la crise anglophone au Cameroun. Des révélations imprévues au cours de la phase de mise en œuvre ont enrichi mon parcours académique et personnel, offrant une perspective nuancée sur les conflits, l'identité et les relations humaines. Lorsque je réfléchis à ma vie universitaire et personnelle actuelle, les leçons du Cameroun persistent. Les désagréments et les plaisirs de ce semestre transformateur continuent de façonner ma trajectoire. Le Cameroun, avec sa marque indélébile sur ma perspective, alimente ma poursuite continue des langues, me poussant à m'engager dans divers points de vue et cultures. Pour résumer les principales leçons, compétences et connaissances acquises, l'impact du CISLA sur la tolérance interculturelle et la prise de position reste primordial. L'expérience d'étude à l'étranger au Cameroun a profondément influencé ma compréhension de la tolérance, en m'incitant à l'introspection et à l'acceptation de perspectives diverses. Alors que j'approche de la fin de mon avant-dernier semestre, l'impact du CISLA résonne à la fois dans ma rigueur académique et dans ma vie personnelle. Les études m'ont

endurcie, tandis que les amitiés intentionnelles, en particulier avec des pairs internationaux, sont devenues primordiales. Les différences culturelles rencontrées renforcent l'importance du respect et de l'ouverture, et influencent mon engagement dans l'apprentissage des langues. Mon voyage avec les langues se poursuit. Je navigue actuellement en allemand, mais j'aspire à découvrir les subtilités de l'arabe, du mandarin, de l'hindi ou d'une autre langue. Le CISLA, qui met l'accent sur la tolérance interculturelle et la positionnalité, reste une pierre angulaire. Il m'incite à réfléchir à ma position et à mes privilèges, en favorisant un environnement où des perspectives diverses peuvent s'épanouir, ce qui, en fin de compte, façonne ma croissance et ma compréhension de la tolérance. En conclusion, le parcours du CISLA a offert des opportunités de croissance, en remettant en question les idées préconçues et en favorisant une compréhension plus profonde de l'interconnexion des dynamiques de pouvoir, des diverses histoires et des défis contemporains. Exprimant ma gratitude pour cette expérience transformatrice, je m'engage à appliquer ces leçons dans mes projets futurs.

En naviguant sur le terrain inconnu du Cameroun, la prise de conscience inattendue d'être perçue comme "blanche" a ajouté une couche de complexité à mon expérience d'étude à l'étranger. Cherchant initialement à me sentir à l'aise dans un pays non occidental, j'ai été confrontée au malaise que l'identité raciale peut susciter. Cependant, en abordant ce territoire inconnu, j'ai appris à naviguer dans la complexité avec humour, en utilisant des plaisanteries sur les problèmes et les situations amusantes que nous partageons tous pour combler les fossés culturels. L'utilisation de l'humour m'a obligée à rechercher les racines de l'humour et m'a permis de comprendre que nous pouvons souvent partager de nombreuses expériences de base.

En réfléchissant à mon parcours universitaire, j'attribue un développement personnel et intellectuel significatif au CISLA et à son exploration de la tolérance interculturelle et de la positionnalité. En particulier, je contemple continuellement ma position en tant qu'homme dans les salles de classe, reconnaissant le privilège inhérent qui m'accorde souvent plus de pouvoir et de temps d'antenne. Cette prise de conscience m'oblige à faire une pause active et à créer un espace pour que d'autres puissent contribuer, favorisant ainsi un dialogue plus inclusif. L'impact profond du CISLA, en particulier son soutien à mon expérience d'étude à l'étranger au Cameroun, ne peut être surestimé. Ce voyage transformateur m'a forcée à m'immerger totalement dans les diverses réalités d'une autre culture, en relevant les défis avec autant d'inconfort que de joie. Grâce à cette expérience immersive, j'ai acquis une compréhension globale de la tolérance - un concept qui va au-delà de la simple acceptation pour embrasser les complexités des différentes perspectives. Sans le soutien de CISLA, je pense que j'aurais manqué une grande partie de la croissance que j'ai réalisée. J'exprime ma gratitude pour les leçons inestimables que j'ai apprises, en soulignant l'importance de l'inconfort, de l'acceptation et de l'ouverture à divers points de vue pour favoriser un environnement académique et personnel plus inclusif.

En quatrième année, la réflexion sur mes expériences au Cameroun fait partie intégrante de mon parcours universitaire et personnel. Des défis imprévus, notamment la crise anglophone au Cameroun, m'ont plongé dans les complexités d'une nation divisée. L'interaction avec des individus des deux côtés - les réfugiés fuyant le siège du gouvernement et les rebelles plaidant pour un État anglophone - m'a donné une perspective unique. Cette immersion a transcendé le rôle d'observateur extérieur ; je suis devenu en quelque sorte un initié au fur et à mesure que je

m'engageais avec les personnes directement concernées. La dimension académique de mon projet est devenue un catalyseur de compréhension critique, m'incitant à aller au-delà des observations superficielles. La juxtaposition d'un ami - un compagnon de tous les jours, un partenaire de gymnastique et quelqu'un qui a perdu la vie dans l'armée - m'a forcé à me confronter à la nuance des expériences humaines dans les conflits. Ce parcours universitaire m'a obligé à accepter la profondeur des histoires individuelles, à remettre en question les idées préconçues et à encourager un engagement en faveur de la justice et d'un dialogue ouvert. Il ne s'agissait pas seulement de reconnaître les actes de violence, mais de comprendre les croyances, les luttes et les aspirations qui ont façonné ces individus. Dans le domaine universitaire, cette expérience m'a inculqué une approche nuancée des questions complexes, reconnaissant la nature multiforme de l'existence humaine en temps de crise.

En contemplant le réseau complexe des dynamiques de pouvoir et des structures sociétales, mes expériences au Cameroun ont servi de lentille poignante à travers laquelle j'ai été confrontée à l'héritage colonial imprimé sur les cadres mentaux. La manifestation de la dynamique du pouvoir, en particulier en ce qui concerne la couleur de la peau et la hiérarchie des sexes, est devenue tout à fait évidente au Cameroun. Les pratiques de blanchiment de la peau chez les femmes et la préférence dominante pour les hommes à la peau plus claire soulignent l'impact durable des empreintes historiques. Ces dynamiques, bien que perceptibles au Cameroun, ont révélé des échos plus subtils mais omniprésents aux États-Unis. Les structures enracinées de supériorité mentale et d'infusion perpétuent les disparités en ce qui concerne les personnes entendues, respectées et dont les opinions sont jugées valables. En réfléchissant à mon histoire personnelle en tant que personne métisse de couleur, je suis tout à fait consciente des

privilèges que je possède, ce qui contraste fortement avec les défis auxquels mon père à la peau plus foncée a été confronté. Les souvenirs d'enfance de mes parents luttant farouchement contre le racisme en mon nom refont surface, soulignant la persistance de la lutte contre la discrimination. En outre, des conversations avec des amis internationaux après le Cameroun ont révélé l'immense privilège que représente la détention d'un passeport américain. Bien que l'humour puisse être injecté dans les discussions au sein de mon groupe d'amis, la réalité réside dans le pouvoir inégalé du passeport, qui permet l'accès, la reconnaissance et la validité à l'échelle mondiale. Le récit déconcertant de la fouille à nu de mon ami pakistanais dans un aéroport américain souligne de manière frappante la double nature de notre héritage national - une source de force mais aussi un conduit pour les hypothèses et la validité variable attribuée aux différentes identités, y compris les affiliations nationales.

Ayant plongé dans le réseau complexe des dynamiques de pouvoir et des structures sociétales, mon parcours au sein du CISLA a été une exploration transformatrice. La prise de conscience acquise va de la reconnaissance de la puissance encapsulée dans un document unique à la lutte contre l'acceptation ou le rejet nuancés de diverses religions, orientations sexuelles et identités de genre. Ce qui est devenu profondément clair, c'est que ces complexités sont facilement négligées ou rejetées lorsque l'on est à l'abri des défis que représentent la remise en question et la compréhension de nos propres croyances ou lorsque l'on est isolé des réalités quotidiennes de ceux qui ont des antécédents différents. L'inconfort qui naît de ces rencontres est cependant un catalyseur de transformation - une métamorphose de l'ignorance à la compréhension, de l'intolérance à la tolérance. Il est facile de s'engager dans des idées abstraites,

de pousser des boutons et d'appuyer sur des touches à distance, mais la véritable humanité fait surface lorsqu'elle est confrontée à la réalité brute de diverses expériences vécues. Les efforts de collaboration, l'écoute compatissante et la reconnaissance de la douleur de chacun deviennent le creuset dans lequel nous relevons les défis matériels, spirituels et éthiques de notre époque. Notre identité historique, qu'elle soit ancrée à l'intérieur ou à l'extérieur de nos frontières nationales, nous sert de boussole pour comprendre la genèse et l'évolution de la dynamique du pouvoir. Grâce à cette compréhension, nous pouvons favoriser l'émergence d'une société non seulement tolérante, mais aussi éduquée et réfléchie, se transformant en citoyens du monde ou, comme certains le disent avec justesse, en citoyens de la culture.

Ce sont ces réseaux sociaux et mon séjour au Cameroun lors de la crise des anglophones qui m'ont réellement fait comprendre les réalités vécues par les personnes directement touchées par ce conflit. Bien que je n'aie pas été très active, des histoires partagées me sont restées gravées dans la tête de gens que j'ai rencontrés durant mon stage qui ont été fortement affectés par cela. Des sites comme Twitter, Facebook et WhatsApp m'ont aidé à comprendre les complexités du conflit notamment grâce à une phrase controversée : "Cameroun est bilingue". Ce propos est revenu maintes fois dans différentes conversations où je suis allé et il exprime bien les tensions profondes entre francophones et anglophones. Les Francophones ont prétendu que le pays était bilingue alors que les Anglophones se sont battus pour dire qu'ils avaient un problème avec leur maîtrise de cette langue et l'exclusion qu'ils subissaient.

N'étant pas très engagée, mais les médias sociaux m'ont donné un aperçu des luttes quotidiennes et frustrations des Camerounais anglophones. A travers les messages, articles et discussions partagés par les habitants eux-mêmes ainsi que certains activistes, j'ai pu mieux saisir ce qui alimente cette crise en termes de défis systémiques et d'injustice. L'expression "le Cameroun est bilingue" a incarné la division linguistique et culturelle en soulignant combien il était important de dialoguer, apprécier et se réconcilier avec nos concitoyens camerounais. Cependant, même si je n'ai pas directement participé aux activités de lobby et d'activisme, en écoutant les médias sociaux, j'ai découvert comment les autres avaient souffert durant cette période.

Ces commentaires des habitants nous ont permis de cerner certaines de leurs plus urgents préoccupations concernant l'injustice sociale régnante ici. À en juger par ces déclarations qui ont été publiées en ligne, j'ai été exposé à différentes difficultés systémiques qui traversent toute cette période, quand il s'agit de lire ce que les autorités locales disent à ce sujet dans leurs articles; cela m'a donné une image claire de la situation. En lisant des tweets avec #FreeAllArrestedStudents (ce qui était en vogue pendant plusieurs jours) ou en suivant des discussions autour de #AnglophoneCrisis sur diverses plateformes telles que Facebook ou Instagram j'ai compris un truc : Le Cameroun est bilingue ! Ces termes étaient présents dans tous les débats portant sur la politique linguistique du pays. Pour ceux d'expression anglaise, le Cameroun était considéré comme un pays bilingue alors que pour ceux d'expression française ils raisonnaient ainsi : maîtrise linguistique et marginalisation perçue.

Même sans être active sur internet, j'ai pu entrevoir à travers les médias sociaux quelques-unes des luttes quotidiennes et frustrations auxquelles font face les anglophones camerounais. Grace

aux messages partagés par certains habitants eux-mêmes et par des activistes, j'ai mieux pu comprendre ces problèmes systémiques et injustices engendrant cette violence. Cette phrase est pour moi un symbole des divisions linguistiques et culturelles ; elle évoque le besoin de dialogue, de compréhension et de réconciliation au Cameroun. Je n'ai pas directement pris part aux manifestations et à d'autres formes d'activisme mais grâce aux médias sociaux j'ai pu écouter, apprendre et compatir à ce que ceux-ci ont enduré pendant la crise.

Bibliographie

“Ahmadou Ahidjo.” *Encyclopædia Britannica*, Inc., 27 Feb. 2024,

www.britannica.com/biography/Ahmadou-Ahidjo. Accessed 07 May 2024.

Amin, Julius A., “President Paul Biya and Cameroon's Anglophone Crisis: A Catalog of Miscalculations. *Africa Today*”. Fall 2021, *Indiana University Press*, Accessed 07 May 2024 https://link.gale.com/apps/doc/A679406820/AONE?u=connc_main&sid=bookmark-AONE&xid=7e6e5802

Baran, Stanley J., and Dennis K. Davis. *Mass Communication Theory: Foundations, Ferment and Future*. Wadsworth Publishing Company, 1995.

Bouamama, Saïd. “Le Franc CFA, Une Monnaie Coloniale, Servile et Prédatrice.” Comité pour l’abolition des dettes illégitimes (CADTM), 30 Aug. 2018, www.cadtm.org/Le-Franc-CFA-une-monnaie-coloniale-servile-et-predatrice. Accessed 02 May 2024.

“Cameroon: North-West/South-West Crisis,” Dec. 2020, www.justice.gov/eoir/page/file/1345186/download. Accessed 24 Apr. 2024.

“Cameroon: Rampant Atrocities amid Anglophone Regions Must Be Stopped and Investigated.” Amnesty International, 6 July 2023, www.amnesty.org/en/latest/news/2023/07/cameroon-rampant-atrocities-amid-anglophone-regions-must-be-stopped/. Accessed 24 Apr. 2024.

“Cameroon’s Reflection on the ‘False News’ Debate Stirs Censorship Fears.” Internet Sans Frontières, 3 Aug. 2021, internetwithoutborders.org/cameroonian-governments-dangerous-stance-against-a-free-and-open-internet/. Accessed 24 Apr. 2024.

CIVICUS. “Blocking of Internet Access in Cameroon Deprives Civil Society of Essential Resources”, 2017, www.civicus.org/images/REDHAC.pdf. Accessed 02 May 2024.

Endong, Floribert Patrick C., “The ‘dark side’ of African digital diplomacy: The response of Cameroon and Nigeria to separatists’ online propaganda” *Taylor & Francis Online: Peer-Reviewed Journals*, 17 Aug. 2021, www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10220461.2021.1966498. Accessed 24 Apr. 2024.

Gonidec, Pierre-F. *Un Régime Dominé Par La Stature Du Président Ahidjo. Le Monde Diplomatique*, 1 Aug. 1976, www.monde-diplomatique.fr/1976/08/GONIDEC/33870.

Accessed 02 May 2024.

Gorvett, Zaria. "How the News Changes the Way We Think and Behave." BBC News, 24 Feb. 2022, www.bbc.com/future/article/20200512-how-the-news-changes-the-way-we-think-and-behave.

Accessed 02 May 2024.

Irwin, Zane. "Cameroon: The Keyboard Warlords of the Breakaway Republic." Pulitzer Center, 5 June 2023, pulitzercenter.org/stories/cameroon-keyboard-warlords-breakaway-republic.

Accessed 24 Apr. 2024.

Kindzeka, Moki Edwin. "Cameroon Protests French President's Criticism of Anglophone Rights Abuses." Voice of America, Voice of America (VOA News), 24 Feb. 2020,

www.voanews.com/a/africa_cameroon-protests-french-presidents-criticism-anglophone-rights-abuses/6184754.html. Accessed 02 May 2024.

Maikem Emmanuela Manzie. "Ethnic Attacks: 'How Individuals Use Social Media to Drive the Ideology of Divide between North Westerners and South Westerners as Well as Anglophones and Francophones in the Context of the Anglophone Crisis.'"

#AFFCameroon, 22 Jan. 2021, affcameroon.defyhatenow.org/ethnic-attacks-how-individuals-use-social-media-to-drive-the-ideology-of-divide-between-north-westerners-and-south-westerners-as-well-as-anglophones-and-francophones-in-the-context-of-the-anglophon/. Accessed 02 May 2024.

Mehler, Andreas. "Elections in Africa: A Data Handbook." *Oxford Academic*, July 1999, academic.oup.com/book/42009/chapter/355592477. Accessed 24 Apr. 2024.

Mules, Ineke. "France's Macron Urged to Act on Cameroon Conflict – DW – 11/12/2019." *Deutsche Welle*, 14 Nov. 2019, www.dw.com/en/frances-macron-urged-to-take-action-in-cameroon-anglophone-crisis/a-51215741. Accessed 24 Apr. 2024.

Murrey, Amber. "A Decolonial Political Geography of Resistance and Digital Infrastructural Harm in Cameroon and Ethiopia." *Taylor and Francis Online Journals*, 12 Dec. 2022, www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14747731.2022.2149162?scroll=top&needAccess=true. Accessed 24 Apr. 2024.

Mutah, Jude. "Global Responses to Cameroon's Anglophone Crisis: The Inadequate International Efforts to End the World's Most Neglected Conflict - the SAIS Review of International Affairs." *The SAIS Review of International Affairs* -, 8 Nov. 2022, saisreview.sais.jhu.edu/cameroon-anglophone-crisis-global-response/. Accessed 24 Apr. 2024.

Ndjio, Basile. "Rhizomic Authoritarianism: Power, Biopolitics and Transnational Authoritarian Practices in Cameroon." *Taylor and Francis Online Journals*, 8 May 2023, <https://doi.org/10.1080/14747731.2023.2238888>. Rhizomic authoritarianism: power, biopolitics and transnational authoritarian practices in Cameroon. Accessed 24 Apr. 2024.

Nfi, Joseph Lon. “Reunification Debate in British Southern Cameroons : The Role of French Cameroon Immigrants”, Langaa RPCIG, 2014. ProQuest Ebook Central, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/conncoll/detail.action?docID=1656547>.

Nganji Julius T, Cockburn Lynn, “ Use of Twitter in the Cameroon Anglophone crisis” *Taylor and Francis Online*, 30 June 2018, www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0144929X.2019.1620333. Accessed 24 Apr. 2024.

Nounkeu, Christian Tatchou. “Facebook and Fake News in the “Anglophone Crisis” in Cameroon”. *African Journalism Studies*, vol. 41, no. 3, Informa UK Limited, July 2020, pp. 20–35, <https://doi.org/10.1080/23743670.2020.1812102>.

Contributors to Wikimedia. “Cameroun / Cameroon.” Wikimedia Commons, Wikimedia Foundation, Inc., 16 Nov. 2023, commons.wikimedia.org/wiki/Cameroun. Accessed 07 May 2024.

Ritzen, Yarno. “Cameroon Internet Shutdowns Cost Anglophones Millions.” Al Jazeera, 26 Jan. 2018, www.aljazeera.com/news/2018/1/26/cameroon-internet-shutdowns-cost-anglophones-millions. Accessed 24 Apr. 2024.

SABC News. “Cameroon Celebrates the Nation’s 50th Anniversary of Unity.” YouTube, 22 May 2022, www.youtube.com/watch?v=Jx-8FbpJfQ4&t=4s. Accessed 02 May 2024.

Salphati, Marie. “FIACAT’s Contribution to the Consultation for the Report of the High Commissioner on “Terrorism and Human Rights,” Fédération Internationale de l’Action Des Chrétiens Pour l’abolition de La Torture(FIACAT), 23 Nov. 2016,

www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/RuleOfLaw/NegativeEffectsTerrorism/FIACAT.pdf. Accessed 02 May 2024.

Shaw, Donald Lewis, et Maxwell E. McCombs. *The Emergence of American Political Issues: The Agenda-Setting Function of the Press.*, West Pub. Co., 1977.

Soter, Tarh Agbaw-Ebai. "Sako IG: ABC TV Crisis, Betrayal and the Battle for Control." Cameroon Intelligence Report, 25 Oct. 2021, www.cameroonintelligencereport.com/sako-ig-abc-tv-crisis-betrayal-and-the-battle-for-control/. Accessed 07 May 2024.

Tande, Dibussi. "Cameroon: A Social Media Bill in the Works? Pic.Twitter.Com/8rzc4lig37." Twitter, 4 Nov. 2016, twitter.com/dibussi/status/794575159134851075. Accessed 24 Apr. 2024

"The World Bank in Cameroon" World Bank, 12 Mar. 2024, www.worldbank.org/en/country/cameroon/overview. Accessed 24 Apr. 2024.

Tcheutou, Arnaud. "Les Médias Sociaux Comme Champ de Bataille et Le Problème Anglophone Au Cameroun: Introduction: L'arme Cybernétique" Research Gate, 20 Feb. 2020, www.researchgate.net/publication/339076435_Les_medias_sociaux_comme_champ_de_bataille_et_le_probleme_anglophone_au_Cameroun_Introduction_L'arme_cybernetique. Accessed 24 Apr. 2024.

Willis, Roxana, et James Angove, Caroline Mbinkar, Joseph McAulay, "We Remain Their Slaves' Voices from the Cameroon Conflict."

Https://Papers.Ssrn.Com/Sol3/Papers.Cfm?Abstract_id=3576732, Faculty of Law,
University of Oxford, 2020, [https://www.law.ox.ac.uk/sites/default/files/migrated/ssrn-
id3576732-1.pdf](https://www.law.ox.ac.uk/sites/default/files/migrated/ssrn-id3576732-1.pdf) , Accessed 24 Apr. 2024.